

NOTE DE LA REDACTION

Malgré l'importance d'un effort dont témoignent certaines statistiques essentielles, le dernier trimestre de 1947 n'a pas apporté de solution aux difficultés déjà constatées, ni d'apaisement aux appréhensions fréquemment exprimées dans le courant de l'année.

La campagne agricole, à ses débuts, a été marquée par une insuffisance des précipitations (1). En fait, il n'a plu que pendant la première décade de décembre et ces pluies tardives ont contribué, avec d'autres facteurs, à une réduction des superficies emblavées. Le rétablissement du rationnement des carburants a constitué un nouveau facteur défavorable, fort important. Au total, la nouvelle année agricole n'a pas débuté sous des auspices favorables (2).

**

L'inquiétude inspirée par ce problème, toujours fondamental en un pays dont on connaît la puissance d'expansion démographique, ne pouvait être que partiellement compensée par les résultats obtenus dans les autres domaines de la production.

Tandis que les recherches de pétrole conduisaient à des résultats concrets d'une importance indiscutable (3), la mise en valeur du bassin houiller de Djérada, réorganisée d'une façon rationnelle, donnait de nouveaux et heureux résultats et permettait d'en attendre d'autres (4).

Dans l'ensemble, la production minière demeure stable au cours des derniers mois de l'année 1947 (5), mais s'accroît notablement par rapport à la production des autres années de l'après-guerre. Ce ne sont pas seulement les produits à bas prix, ou communs, qui connaissent cette progression. Ce sont aussi les plus recherchés, comme le manganèse métallurgique dont la production passe de 42.000 tonnes en 1945, à 50.000 en 1946, à 103.000 en 1947, le bioxyde de manganèse qui, dans le même temps, varie de 2.800 tonnes, à 4.700 et 6.100, le plomb de 15.400, 15.300, à 29.000, le zinc de 1.700 à 2.900 et 3.300, le cobalt de 900 à 1.700, puis 2.600 tonnes (6). L'accroissement de la production se répercutait dans le domaine social. En 1943, il y avait moins de 11.000 ouvriers dans

les mines, on en comptait 18.000 en 1945, 22.000 en 1946, plus de 27.000 en novembre 1947 (7).

**

Les mêmes efforts que consentait, sans relâche, la production industrielle, portaient également leurs fruits. Les millions de kilowatts produits ne cessaient guère de s'accroître d'année en année, de mois en mois. Décembre 1947 constatait sans doute une production culminante avec 30 millions de kilowatts heure répartis très sensiblement à égalité, quelle que soit leur origine hydraulique et thermique. Que cette dernière parvienne à une large équivalence avec la première en décembre 1947, alors que la moyenne mensuelle de 1939 était de 1 million de kilowatts heure thermiques contre plus de 12 millions de kilowatts hydrauliques, c'est ce qui ne peut que révéler les intenses efforts, constamment maintenus, des techniciens marocains de l'énergie électrique, et confirmer les vues lointaines et durables du promoteur de Djérada (8). La production de charbon s'accroît d'ailleurs régulièrement (9).

Pour le bâtiment, une même note rassurante doit être donnée. La moyenne mensuelle de la production des ciments s'élève avec régularité et dépasse le chiffre de 1939. On produisait alors 13.000 tonnes par mois. En 1946, les fours marocains en délivraient 14.500 et, au dernier trimestre 1947, 16.500. On signalera, par contre, l'importance des importations en ce même matériau, avec plus de 3.400 tonnes en moyenne mensuelle, presque égale à celle de 1939 qui atteignait 3.500 tonnes, en net débordement sur 1946 qui n'en assurait que 600.

La même constatation doit être faite pour les autres matériaux. Les bois importés avaient presque retrouvé en 1946 la cadence de 1939 avec 4.200 tonnes contre 4.454, mais à la fin de 1947, ces importations déferlent : 8.800 tonnes en octobre, 6.300 en novembre, 16.700 en décembre. Les fers s'inscrivaient à moins de 3.000 tonnes en 1936 et les dépassaient en 1946. En 1947, les importations s'élèvent à 6.000 tonnes en octobre, 5.000 en novembre, 7.300 en décembre (10). Il serait d'un grand intérêt, pour savoir quel essor la construction marocaine va pouvoir connaître, de mettre en regard les chiffres de la production locale en ces deux derniers matériaux, et de les compléter par les renseignements indispensables, bien

(1) V. tableau. Conditions naturelles — précipitations, p. 228.

(2) Cf. note sur la situation agricole du Maroc pendant le 4^{me} trimestre 1947, p. 225.

(3) Cf. note sur le développement des recherches de pétrole au Maroc depuis la guerre, p. 229.

(4) Cf. note sur la mise en valeur du bassin houiller de Djérada, p. 230.

(5) Cf. tableau sur la production des mines pendant le 4^{me} trimestre 1947, p. 232.

(6) Cf. tableau de la production des mines pendant les années 1945-1946 et 1947, p. 233.

(7) Cf. tableau du personnel ouvrier des mines de 1943 à 1947, p. 235.

(8) Cf. tableau sur la production de l'énergie électrique, p. 235.

(9) Cf. tableau sur la production et l'importation du charbon au Maroc, p. 235.

(10) Cf. tableau sur les matériaux de construction, p. 236.

difficiles à obtenir d'ailleurs, sur leurs complémentaires, qui sont la vitrerie, les carrelages, les isolants pour les terrasses ou les tuiles de couverture, les équipements sanitaires, les tuyauteries, les fils électriques et la quincaillerie. C'est bien, en définitive, de cet ensemble que dépend, tous autres facteurs mis à part, la reprise indispensable de la construction au Maroc.

**

Que le Maroc retrouve certaines de ses activités d'antan, ou même les améliore, tous les renseignements parvenus sur les transports et liaisons le confirment et c'est là un autre signe de renouveau. De 1946 à 1947, les transports ferroviaires marquent un accroissement sensible dans le nombre des voyageurs transportés, des tonnes chargées, des wagons déplacés et, ce qui va sans dire, des recettes effectuées (11). Le mouvement des ports s'accroît fortement puisque les poids manipulés passent aux importations de 83 millions de tonnes en 1939, en moyenne mensuelle, à 88 en 1946 et à 105 en 1947. Aux exportations, les chiffres sont respectivement de 206, 224 et 375. C'est ce dernier qui doit donner le plus à réfléchir (12). Certes, cet accroissement ne résulte pas encore de l'augmentation de la production marocaine en marchandises riches. Il n'est dû, en toute évidence, qu'à la nouvelle production des mines et gisements, et, parmi ceux-ci, des phosphates. On pourrait souhaiter mieux, mais il est déjà bien que le pays s'affirme aussi vivant dans ses premières activités d'après-guerre. Quant aux transports routiers, ils sont fonction des quantités de carburants et de lubrifiants importées. A cet égard, les chiffres sont aussi révélateurs. En moyenne mensuelle, les importations d'essence passent de 8.300 tonnes en 1938 à 5.200 en 1946 et 14.300 en 1947. Celles de gazole de 2.500 à 8.200 et 14.700 respectivement (13). Ici encore, et nous nous excusons de nous répéter, ces chiffres donnent à penser, et particulièrement le dernier. Le moteur Diesel s'implante fortement au Maroc, sous forme d'installations fixes ou d'engins mobiles. Mais qu'il s'agisse des stations de pompage, des tracteurs ou des camions lourds, c'est un nouveau besoin du pays qui apparaît et il lui faudra préparer des réserves de gas-oil dans les mêmes conditions qu'avant-guerre il en ménageait pour l'essence, ou de s'approprier à couvrir lui-même ces nouveaux besoins.

L'essor de l'aviation marchande, si grand qu'il ait été à la veille de la guerre, ne pouvait permettre de deviner celui qu'il prendrait les hostilités finies. Aujourd'hui, ce sont les faits qui affirment cet essor particulièrement en ce qui concerne le transport des voyageurs. Il y avait, toujours en moyenne mensuelle, 1.650

passagers transportés en 1946, il y en a eu plus de 2.600 en 1947. Ce sont là des chiffres que beaucoup de compagnies de navigation voudraient pouvoir offrir, mais ce sont aussi de nouvelles possibilités accordées aux habitants de ce pays de pouvoir se rendre aisément en Europe. Si l'aviation ne peut actuellement songer à concurrencer, quant au fret (il ne s'agit guère pour elle que de 100 tonnes par mois), les paquebots et les cargos, elle ouvre une voie nouvelle aux voyageurs et contribue, dès maintenant, à la reprise nécessaire des liaisons des habitants de ce pays avec la Métropole (14).

**

Les notations qui précèdent sont, dans l'ensemble, encourageantes. De gros efforts se sont manifestés dans tous les domaines de la production mais, s'ajoutant aux réserves qu'inspire encore l'avenir de la campagne agricole, l'analyse de la situation financière commande la plus grande prudence dans l'estimation des perspectives qu'ouvre l'année écoulée à l'économie marocaine.

Les inscriptions nouvelles au registre du commerce ne sont guère inférieures à celles de 1946 et les ventes de fonds paraissent battre tous les records en décembre 1947, avec un prix moyen supérieur à un million de francs, contre 390.000 en octobre et novembre, 310.000 en 1946, 32.000 en 1938 (15). Les ventes d'immeubles enregistrées s'élèvent aussi bien en nombre qu'en valeur, qu'il s'agisse de biens urbains ou de biens ruraux. Pour les uns et les autres, de 1946 à 1947, le nombre des mutations s'accroît de plus de 15 %, et l'accroissement de la valeur dépasse, en moyenne mensuelle, 50 % (16). Il n'y a, pour demeurer inchangée, ou presque, dans ce que nous appelons les échanges intérieurs, que la répartition des denrées continuentées (17). C'est là une notation incidente, mais sur laquelle il nous faudra revenir.

**

Les renseignements financiers rassemblés pour l'année donnent une note concordante. Le nombre des hypothèques s'accroît en nombre de 1.455 en 1946 à 2.054 en 1947, et en valeur plus encore de 460 millions à 1 milliard 53 millions. Les mainlevées, par contre, ne passent que de 253 millions à 370. Leur nombre reste presque constant. Il y en eut 2.076 en 1947, il y en avait 1.978 en 1946 (18). Autrement dit, on ne cherche guère à se libérer davantage et l'on préfère s'endetter. C'est une forme de fuite devant la monnaie. Car les moyens de paiement ne manquent pas : ils abondent tout au contraire, puisque du 31 décembre 1946 au 31

(11) Cf. tableau sur les transports ferroviaires, p. 257.

(12) Cf. tableau sur le mouvement des ports, p. 259.

(13) Cf. tableau sur les transports routiers, p. 259.

(14) Cf. tableau sur les transports aériens, p. 259.

(15) Cf. tableau sur les inscriptions au registre du commerce et les ventes de fonds, p. 238.

(16) Cf. tableau sur les ventes d'immeubles enregistrées, p. 238.

(17) Cf. tableau des rations mensuelles, p. 246.

(18) Cf. tableau des hypothèques et mainlevées, p. 260.

décembre 1947 la circulation fiduciaire passe de moins de 15 milliards à plus de 19 et les dépôts dans les banques de 24 à 31. Cependant, les dépôts aux chèques postaux, au trésor général, à la caisse d'épargne, c'est-à-dire à ce que nous avons appelé naguère les banques des pauvres, ne s'accroissent guère (18 bis). Pour les deux dates considérées, ces dépôts ne varient, en effet, qu'entre des limites extrêmement rapprochées :

— pour les chèques postaux, de 3.136 millions à 3.761 millions,

— pour le trésor général, de 2.601 millions à 4.259 millions : il s'agit là de l'augmentation la plus forte,

— pour la caisse d'épargne, de 1.650 millions à 1.736, ici, il y a pratiquement stabilité car cette banque n'est en fait ouverte qu'aux individus privés.

En résumé, les dépôts bancaires se sont accrus de 7 milliards (les apports métropolitains doivent avoir influé sur cette situation), ceux des chèques postaux et du trésor réunis, de 2 milliards 300 millions ; ceux de la caisse d'épargne, de 106 exactement (19).

Les transactions boursières locales ne permettent qu'une conclusion nette : le marché des valeurs à revenu fixe a été d'une faiblesse persistante et les échanges peu importants. Pour les valeurs à revenu variable, l'indice de 45 actions a varié, avec la base 100 au 3 janvier 1946 à 214 au 3 janvier 1947, à 224,5 au 16 décembre de la même année. Même en tenant compte des augmentations de capital, et il y en avait en 1946, il est permis de conclure qu'un freinage certain s'est effectué en 1947. En fait, il semble que c'est seulement l'an passé que l'on se soit rendu compte de la surcapitalisation des titres, pourtant bien connue depuis longtemps. Et, cependant, le nombre des sociétés (20) ne cesse d'augmenter. 266 sociétés anonymes avaient été créées en 1946, 419 l'ont été en 1947. Les premières représentaient 3.230 millions, les

secondes 3.738. Les augmentations de capital interviennent en nombre massif pour 1947 avec 305 contre 155 en 1946, en capital, plus encore, avec 5.413 millions au lieu de 1.894. Les mêmes notations peuvent être faites, bien qu'à une échelle plus réduite, pour les sociétés à responsabilité limitée, leur nombre et leurs capitaux (21).

**

Que conclure de toutes ces indications ? La production industrielle, minière et les transports progressent certainement, le budget demeure équilibré, les capitaux privés dont dispose le Maroc sont importants. Voilà les facteurs rassurants.

Inversement, la production agricole ne semble ni suffisante, ni en voie d'amélioration sérieuse, bien qu'elle concerne directement les huit-dixièmes de la population de ce pays.

Les prix généraux ne cessent de s'accroître (22), tandis que le ravitaillement légal ne se trouve pas en mesure d'améliorer les rations délivrées à la population.

Il semble bien, en définitive, que les difficultés essentielles résultent, à fin 1947, du contraste entre l'insuffisance, encore très sensible, des denrées utiles ou nécessaires et des moyens de production et un excès de numéraire disponible non ou mal placé, qu'il soit d'origine locale ou d'importation récente. Il en résulte une méfiance accrue devant la monnaie.

Le service d'information de la Résidence générale se faisait, le 5 décembre 1947, l'écho de ces inquiétudes manifestes. Elles ne constituent à vrai dire qu'un aspect du problème beaucoup plus général de l'évolution du Maroc moderne, toujours à la recherche de son équilibre économique et financier.

A notre avis, c'est l'année 1948 qui donnera la réponse, dans un sens ou dans l'autre.

(18 bis) Sous réserve des versements faits par l'Etat aux chèques postaux et au trésor.

(19) Cf. tableau des moyens de paiement, p. 262.

(20) Le marché financier de Casablanca en 1947, p. 260.

(21) Mouvement des capitaux dans les sociétés chérifiennes, p. 262.

(22) Cf. tableau des prix, p. 256.